

Fiche AFOM Occitanie OS I : Améliorer la réponse de l'agriculture de l'UE aux exigences sociétales en matière d'alimentation et de santé, y compris un approvisionnement alimentaire sûr, nutritif et durable ainsi que le bien-être animal

	Positif	Négatif
	Atouts	Faiblesses
Interne	<ul style="list-style-type: none"> Il existe une prise de conscience croissante des exigences sociétales par les acteurs, de l'amont à l'aval (distribution, restauration, etc.). A l'amont, les filières évoluent (cahiers des charges, etc.) pour répondre à ces attentes qui se répercutent sur les marchés (viticulture, F&L, etc...). Le secteur est caractérisé par une diversité des produits alimentaires et des modes de production et le modèle agricole régional est tourné vers la qualitéⁱ. De nombreuses productions existent sous modes de valorisation officielle de la qualité et labels et la dynamique de conversion en bio est forte. Cette dynamique de l'amont a un impact positif sur les IAA qui se développent avec un approvisionnement local en produits de qualité. Les agriculteurs bénéficient de solutions réduisant l'usage de produits phytosanitaires et l'impact environnemental (GIEE, qui bénéficient d'un fort engouement en Occitanie et dont 80% sont centrés sur l'usage des phytos, fermes DEPHY, HVE, etc.). Les pratiques des élevages en Occitanie, plutôt extensives, répondent déjà à une partie des attentes sociétales en matière de bien-être animal. Plusieurs stratégies publiques et privées visent à réorienter les approvisionnements pour répondre aux attentes sociétales : les MIN constituent des outils structurants pour les filières régionales, de nombreuses politiques territoriales visent à renforcer l'approvisionnement local en restauration collectiveⁱⁱ. 	<ul style="list-style-type: none"> Une majorité d'acteurs (agricoles, agroalimentaire, interprofessions, organismes de conseil) connaît encore des difficultés pour intégrer, impulser et soutenir le changement des pratiques dans les filières et les systèmes de production (prises de risque, accès à la connaissance, gestion du changement dans les systèmes complexes), ayant pour conséquence des délais d'adaptation aux exigences sociétales et des difficultés à comprendre, anticiper et (pour partie) percevoir comme des opportunités les évolutions alimentaires. L'affaiblissement du tissu agricole a des conséquences négatives sur le secteur (coût des reprises d'exploitations, difficultés à trouver des terres dans certaines zones, manque de candidats à l'installation dans d'autres zones) Il existe encore une forte dépendance aux intrants (ex. produits phytosanitaires, engrais) et pour certaines productions, il existe peu de solutions alternatives. La mobilisation collective est encore faible sur l'enjeu du bien-être animal (peu de passage de la recherche vers les pratiques ; pas de mesure incitative ouverte dans la PAC ; valorisation difficile auprès de l'aval ; déficit de communication sur les actions existantes auprès des citoyens) Malgré la loi Egalim la répartition de la valeur dans la chaîne alimentaire souffre d'un manque de transparence et d'un déséquilibre persistant entre les différents maillons. Les revenus des exploitations agricoles sont parmi les plus faibles de France malgré toute la diversité de notre agriculture et son orientation vers la qualité. L'accessibilité des exploitations et la logistique constituent encore des freins à un approvisionnement alimentaire localⁱⁱⁱ. La spécialisation des exploitations et des territoires a entraîné une perte de production locale et donc d'autonomie (ex : fruits et légumes). Les principales zones urbaines ne sont qu'à 2 % en moyenne d'autonomie alimentaire. Perpignan est la ville la mieux classée au national (7^{ème}) avec 5,3 %^{iv}. Le cahier des charges des SIQO et des démarches environnementales sont méconnus par les consommateurs et trop figés. Il existe un manque d'outils de transformation (dont l'abattage) de proximité répondant aux attentes des producteurs (modernes) et des consommateurs (bien-être animal).
Externe	Opportunités <ul style="list-style-type: none"> Le « modèle » alimentaire français (convivialité, commensalité, plaisir de la table) résiste aux influences externes. En Occitanie, il se caractérise par un patrimoine alimentaire important (gastronomie du Sud-Ouest, viticulture, etc.). Les nombreux événements organisés autour de l'alimentation en sont le témoin. Les Français expriment des attentes fortes et diversifiées en termes d'origine, de qualité des produits (SIQO dont le bio, éthique, équitable, bien-être animal, etc.), ainsi qu'en matière d'information sur le mode de production ; la hausse constante du chiffre d'affaires des achats en bio en est un bon exemple Les Français se tournent peu à peu vers l'approvisionnement « local » (reterritorialisation de l'alimentation, proximité) et de nouveaux produits (protéines végétales), ce qui permet le développement de formes innovantes de distribution, notamment en circuits courts de proximités (magasins de produits locaux, AMAP, supermarchés 	Menaces <ul style="list-style-type: none"> Les impacts du changement climatique et de l'augmentation des mouvements sur les maladies animales et végétales font émerger des risques sanitaires qui risquent d'entraîner la disparition de certaines productions, et donc compromettre notre capacité à répondre aux exigences sociétales. Les habitudes alimentaires sont influencées par des facteurs puissants (pouvoir d'achat, traditions de consommation, modes de vie, etc.). les attentes des consommateurs sont diverses et potentiellement contradictoires (diversité /saisonnalité et local, prix /qualité, praticité des produits / naturalité, etc.). La baisse de la consommation de certaines catégories de produits (certains types de viandes, lait, vin, etc.), alimentée par l'agribashing, du fait de nouvelles tendances de consommation (ex : véganisme) mais aussi de la perte de savoir-faire culinaires, pourrait à terme compromettre des filières ou segments de filières, alors qu'on observe dans le même temps un recours aux importations pour fournir une demande nouvelle en forte croissance (protéines végétales pour l'alimentation humaine). Des réflexions sont toutefois lancées au sein de certaines filières pour anticiper ces transitions (repositionnement rosé, chasselas de Moissac etc.). Les ménages accordent une part modérée à la dépense alimentaire dans leur budget (variable d'ajustement) et le prix final des produits contient une faible part pour le producteur.

Diagnostic PSN

	<p>coopératifs...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux métropoles constituent un réservoir de consommateurs pouvant assurer un débouché pour une agriculture durable. • La Région (Pacte Alimentation) et les territoires (Pacte de Milan, réseau Terres en ville, etc.) impulsent des politiques alimentaires nouvelles, transversales et diversifiées (éducation, information, approvisionnement, etc.), favorisant la participation de la société civile à l'évolution de l'agriculture et des systèmes alimentaires. • Les récentes évolutions du corpus législatif national accompagnent la dynamique de transition vers une agriculture plus durable, même si la dimension locale n'est pas nécessairement intégrée. • Des innovations technologiques et numériques accompagnent ces changements de pratiques. L'Occitanie abrite un pôle mondial de recherche sur l'agriculture numérique (French Tech : 2 capitales et 2 Communautés, DigitAg, Food tech...). Les changements de pratique viendront d'abord d'une modification de la PAC et des agriculteurs (compétences, savoir-faire, rémunération du travail). 	<ul style="list-style-type: none"> • La non prise en compte des coûts environnementaux et sociaux dans les échanges commerciaux (distorsions de concurrence), joue notamment sur la qualité (et la quantité) des importations et n'incite pas les consommateurs à effectuer des achats de qualité. • La PAC est conçue avant tout pour soutenir la production agricole afin de garantir l'autosuffisance alimentaire, n'incluant que peu d'aspects relatifs à la consommation et dont le pouvoir d'orientation des systèmes de production, en réponse aux attentes sociétales, est très limité. Globalement, l'analyse et l'action publique sont trop peu systémiques et s'intéressent de manière cloisonnée aux enjeux nutritifs, environnementaux et citoyens. Il y a peu de critère de durabilité dans la PAC. • Les consommateurs font face au foisonnement de sources d'informations et à la difficulté de choix : multiples labellisations et étiquetages sur la qualité des produits, manque de standards communs ; ce phénomène est amplifié par le numérique. • La concurrence des importations en provenance de pays tiers ne répondant pas aux mêmes exigences rend plus difficile la transition des modes de production français, confrontés à des coûts d'ajustement importants, et à une demande alimentaire dont le prix reste le premier critère d'achat, alors même que des accords commerciaux internationaux, mettant en risque certaines filières, sont conclus. • L'accompagnement des projets de relocalisation agricole et alimentaire peut connaître une certaine dispersion et une vision globale reste parfois à construire, ainsi qu'une volonté plus forte
--	--	---

ⁱ L'Occitanie est la première Région française en nombre de SIQO (243 cahiers des charges, dont 93 en viticulture), source : Irqualim)

ⁱⁱ Que ce soit à l'échelle intercommunale (travail sur les filières territorialisées au sein de 24 PAT), départementale (5 adhérents « agrilocal ») ou régionale (Occitanie dans mon assiette, PACTE Alimentation)

ⁱⁱⁱ CESER Occitanie : comment renforcer les filières agricoles et agroalimentaires de la Région Occitanie pour favoriser l'approvisionnement et la consommation alimentaire locale ? Quel impact du e-commerce sur les modes de distribution existants ? AP du 12/10/2018

^{iv} CESER Occitanie : comment renforcer les filières agricoles et agroalimentaires de la Région Occitanie pour favoriser l'approvisionnement et la consommation alimentaire locale ? Quel impact du e-commerce sur les modes de distribution existants ? AP du 12/10/2018